

ANARCHOSYNDICALISME ET AUTONOMIE POPULAIRE

COLLECTION STRATÉGIE



CNT-AIT

**ANARCHOSYNDICALISME
ET AUTONOMIE POPULAIRE p. 4**

Quelle organisation révolutionnaire ?	p. 4
Rôle de l'organisation révolutionnaire	p. 8
L'autonomie populaire : une nécessité	p. 10
Des comités de lutte, ou de grève, aux conseils ouvriers	p. 12

CONTRE LA BUREAUCRATIE p. 14

LUTTES AUTONOMES p. 18

1) La lutte contre la hausse de l'électricité : Italie 1974	p. 19
2) Le mouvement de grève d'août 1980 en Pologne	p. 20
3) La lutte des chantiers navals de Puerto-Real	p. 23
4) La lutte contre la Poll Tax en Grande-Bretagne	p. 25

**A PROPOS D'ANTON PANNEKOEK ET DU
« COMMUNISME DES CONSEILS » p. 28**

ANARCHOSYNDICALISME ET AUTONOMIE POPULAIRE

Quelle organisation révolutionnaire ?

Tout d'abord, je précise que par « organisation révolutionnaire », je veux parler de l'organisation spécifique (c'est à dire ayant ses théories et pratiques propres au sein du mouvement social) et pas de l'organisation révolutionnaire de la nouvelle société ni même de l'organisation générale, unitaire des masses en vue de la révolution.

Ceci étant dit, une organisation révolutionnaire se doit, si elle veut pouvoir accomplir les tâches qui sont les siennes (et dont il sera question plus loin), de tirer les leçons des expériences de lutte passées, de les analyser de manière critique et constructive.

Le mouvement social a exploré plusieurs voies censées aboutir à la transformation de la société, à la disparition de l'exploitation capitaliste, au socialisme : le parlementarisme, le syndicalisme réformiste et le léninisme.

Ces voies mènent à l'échec et cela est loin d'être nouveau.

Le parlementarisme mène à l'électoratisme, c'est à dire à la recherche d'un électorat le plus important possible, donc à l'abandon des principes révolutionnaires susceptibles d'effrayer les bons électeurs. Il est un leurre : changer la société, c'est plus compliqué et plus dur que d'aller déposer un bulletin de vote dans une urne. Qui plus est, un coup d'État (et ce qui s'en suit : loi martiale, etc.) peuvent venir stopper à tout moment un parlement qui serait un peu trop progressiste au gré des classes dominantes.

Le syndicalisme réformiste, cantonné à des revendications strictement matérielles (importantes mais pas suffisantes) dans le cadre du sys-

tème capitaliste, est incapable d'être un instrument d'émancipation réelle des exploités. Rapidement bureaucratisé, ce type d'organisation syndicale cherche -et arrive en général- à s'institutionnaliser, à devenir un interlocuteur reconnu par l'État et le patronat. Les notions de "crédibilité", de "réalisme", de "modernisme" sont alors mises en avant et servent à couvrir les pires saloperies. La collaboration de classes s'installe (et les travailleurs en font les frais !), les syndicats ne cherchant pas à supprimer l'exploitation mais, au contraire, à négocier avec les capitalistes le degré de celle-ci.

Les organisations léninistes se définissent comme avant-gardistes. Elles avancent l'idée fausse que la direction de la lutte révolutionnaire doit être entre les mains d'un parti révolutionnaire "d'élite", extrêmement centralisé et censé détenir la science infuse. Porté par les masses incapables de s'émanciper par elles-mêmes, le parti d'avant-garde instaure "la dictature du prolétariat" et s'empare de l'État afin d'organiser le socialisme. Dans les faits, ce type de vision aboutit à la confiscation de la révolution par le parti d'avant-garde qui s'érige en nouvelle classe exploiteuse par le biais du contrôle de l'appareil d'État et de l'économie nationalisée, à la fusion entre le parti et l'État, à la dictature du parti sur le prolétariat et à l'État policier.

Parlementarisme et syndicalisme réformiste mènent tous deux à la collaboration de classes, à l'abandon de la perspective révolutionnaire. Le résultat en est l'intégration des partis politiques de «gôche» et des syndicats réformards par le système capitaliste et étatique qui en fait des instruments de contrôle social, d'encadrement et d'étouffement des luttes, de déresponsabilisation des masses.

Le parlementarisme, le syndicalisme réformiste et l'avant-gardisme léniniste ont tous trois un point commun : leur mépris pour les masses. En effet, pour eux, celles-ci sont incapables de s'auto-émanciper, d'analyser les situations, de définir un projet de société clair.

Les masses, telles un troupeau de moutons, ont besoin d'un berger. Elles sont invitées à voter pour les bons politiciens qui parleront et déci-

deront pour elles, les gentils élus syndicaux qui les représenteront auprès des patrons. Les autres -qui se prennent pour «l'élite révolutionnaire»- rêvent de contrôler et de diriger les luttes. Partout, on retrouve les pratiques de délégation de pouvoir, les phénomènes de bureaucratisation, l'idée que les masses ne sont bonnes qu'à suivre les slogans, qu'il leur est impossible de s'auto-organiser et de s'auto-diriger. Pourtant...

A chaque fois que des situations révolutionnaires (Commune de Paris en 1871, communes révolutionnaires espagnoles de 1873, soviets russes de 1905 et 1917, conseils ouvriers allemands en 1918-1919 et italiens en 1920, révolution espagnole en 1936..) ou des avancées sociales importantes (1936 et 1968 en France) ont vu le jour, elles furent le résultat de l'auto-organisation et de l'action directe des masses et non celui des consignes des partis et des syndicats, même si certains d'entre eux participèrent parfois activement au mouvement. Comme quoi parfois, les masses, si décriées par certains, se trouvent bien plus avancées que les éternels guides censés les représenter.

Parlementarisme, syndicalisme réformiste et léninisme mènent à tout, sauf à la révolution sociale ; ils ne peuvent en aucun cas être considérés comme des moyens révolutionnaires. Ils constituent de fait des obstacles au développement des capacités révolutionnaires des masses, masses qu'ils cherchent en permanence à utiliser pour satisfaire leurs ambitions, leur soif de pouvoir, ou préserver le statut quo social où ils sont si bien installés. Ils n'ont jamais amené la suppression de l'exploitation, de l'oppression et de l'exclusion.

Un siècle et demi après la création de la première Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs, il faut encore, malheureusement, rappeler que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». La révolution ne pourra être que le résultat de l'action déterminée, consciente et coordonnée des masses. C'est à elles, et à elles seules, qu'il revient de tenter l'expérience, de tenter de concrétiser le projet communiste (le vrai).

Partant de là, une organisation ne peut être révolutionnaire que si elle est clairement rupturiste. C'est à dire qu'elle se doit de rejeter toute forme de parlementarisme, les élections syndicales ou politiques, la collaboration de classes, la cogestion et la prétention à représenter les masses.

De plus, elle doit rejeter toute idée de séparation du "politique" et du "social", le "politique" étant censé revenir aux partis et le "social" aux syndicats -ce qui constitue, à notre avis, une vision des choses étreiquée. Nous pensons qu'une telle séparation (et ce qu'elle sous-entend) ne peut qu'être un frein au développement des capacités de résistance des exploités. Admettre cette séparation artificielle revient à reconnaître que la possibilité de faire changer les choses réside dans l'action des partis politiques et des syndicats, et non dans l'auto-organisation des masses.

L'organisation révolutionnaire ne peut se concevoir que comme une organisation globale, fusionnant en son sein luttes politiques et luttes sociales contre un système d'exploitation lui aussi global. Tous les problèmes étant liés, rien ne doit être étranger à notre forme très particulière de syndicalisme.

Sur le plan de son fonctionnement, l'organisation révolutionnaire se doit également de rompre avec l'idée léniniste du centralisme. A l'opposé, elle doit promouvoir une forme d'organisation décentralisée et fédéraliste –étant bien entendu que le fédéralisme, qui consiste à traiter collectivement de tout ce qui concerne l'organisation et ses orientations théoriques et pratiques, n'a rien avoir avec l'autonomie. Le fédéralisme vise à avancer ensemble, l'autonomie revient, elle, le plus souvent, à pouvoir faire tout et n'importe quoi sans avoir de comptes à rendre aux autres structures de base. Elle aboutit le plus souvent au nombrilisme et à l'isolement.

Les hommes et les femmes qui composent l'organisation doivent également veiller constamment à ce qu'aucun phénomène de bureaucratisation ne gagne celle-ci. Un fonctionnement fédéraliste clair garantit

le fait que le pouvoir décisionnel se trouve dans les structures de base et que les instances administratives nommées n'ont qu'un rôle exécutif ; la fermeté en ce qui concerne les principes de fond (rupturisme, globalisme, lutte des classes, fédéralisme...), la cohérence entre la pensée et la pratique minimisent (mais n'éliminent pas) les risques de dérive bureaucratique et réformiste.

Vaille que vaille, la CNT est aujourd'hui une des rares (sinon la seule) organisations révolutionnaires en France à être à la fois rupturiste, anti-bureaucratique et globaliste et à avoir une pratique sociale, encore limitée certes mais néanmoins réelle.

Elle ne participe à aucune mascarade électorale destinée à légitimer le système.

Elle est décentralisée et fédéraliste. Elle est la propriété des structures de base qui la composent.

Elle est à la fois politique et sociale. Elle est, à la fois et en même temps, anarchiste et syndicaliste.

Des luttes, oui, mais pas seulement dans les entreprises : dans les quartiers, les facs et les bahuts aussi, il faut résister. Il faut chercher, à terme, à être présents dans l'ensemble du champ social. Des luttes, oui, mais des luttes autogérées, à caractère intercorporatiste, qui avancent des revendications unifiantes, qui refusent la division des travailleurs par le biais de la hiérarchie des salaires et des statuts, qui font avancer l'égalité de traitement entre hommes et femmes, français et immigrés, qui dépassent le cadre salarial et réformiste pour déboucher sur la critique politique du système, la solidarité active de toutes et tous, la convergence des masses vers un objectif : le Communisme Libertaire.

Rôle de l'organisation révolutionnaire

L'organisation révolutionnaire ne doit pas avoir pour vocation de contrôler les luttes, de diriger et d'encadrer les masses en mouvement.

Ces masses, elle n'a pas non plus à prétendre les représenter, parler et penser pour elles. En bref, elle n'a pas à tenter de se substituer à elles.

Ce qu'elle doit, à mon avis, chercher, c'est leur autonomisation. Son rôle est d'essayer d'aider les masses à se prendre en charge par elles-mêmes, pour elles-mêmes. L'important, c'est qu'elles arrivent à auto-organiser et autogérer leurs luttes, qu'elles en aient collectivement la maîtrise. Que l'organisation révolutionnaire participe et aide au démarrage de ces luttes, soit. Mais elle n'a pas à en prendre la direction car ces luttes sont la propriété de celles et ceux qui les vivent (qui luttent) à la base.

L'organisation révolutionnaire a un rôle de conseil et d'animation. Elle est là pour aider les gens à lutter, les faire profiter de son expérience du combat social et surtout pour tenter, par la propagande et la discussion dans les A.G., les manifs et les occupations, de donner du sens à ces luttes.

Les tâches de l'organisation révolutionnaire sont multiples :

-expliquer la nature, le fonctionnement et la logique du système capitaliste et étatique et dénoncer, bien sûr, ses innombrables méfaits.

-expliquer et promouvoir l'auto-organisation et l'autogestion des luttes, l'action directe et la démocratie directe comme étant les seules voies de l'émancipation

-dénoncer et combattre les magouilles politiciennes, le corporatisme, le nationalisme, le sexisme, le fascisme, les délires médiatiques, etc...

-donner aux luttes une perspective plus large : le dépassement idéologique et pratique du système socio-économique actuel.

-proposer et affiner un projet de société qui puisse constituer une alternative viable au capitalisme et expliquer clairement ce qu'implique, au niveau pratique, la volonté de concrétiser ce projet.

-contribuer à développer là où est l'oppression, c'est à dire partout, la solidarité active et consciente des exploités. Combattre la répression patronale et/ou étatique.

-aider, à terme, au développement au sein de la population laborieuse d'une contre-culture, d'une culture de lutte utile à sa défense quotidienne, rejetant les conceptions politiques et morales bourgeoises, bref aider peu à peu au développement d'une dissidence, d'une désobéissance, d'une résistance civile résolue et massive.

-construire les bases logistiques d'une contre-société (coopératives égalitaires, squatts autogérés, caisses de résistance, comités de quartiers, librairies et athénées, radios et revues alternatives...).

Il s'agit de bâtir en parallèle à la vieille société capitaliste les bases de la société future.
etc.

On le voit, ces tâches sont immenses et jamais l'organisation ne pourrait les mener à bien si elle prétendait les réaliser uniquement par elle-même. Elle se doit en fait d'expliquer ces tâches et d'œuvrer au sein des masses, au coude à coude avec elles, à leur réalisation.

Structure de lutte, lieu de culture, de formation militante et d'analyse sociale, réseau d'information et de solidarité, lieu convivial, l'organisation révolutionnaire est tout cela à la fois.

Mais elle n'est pas une fin en soi. Il faut la concevoir essentiellement comme un outil social, un outil ayant pour but fondamental le développement de l'autonomie populaire, qui seule pourra peut-être un jour amener un changement social en profondeur.

L'autonomie populaire : une nécessité.

On peut voir se profiler dans les nombreuses tâches énumérées un peu plus haut, ce que j'entend par "autonomie populaire" et par quoi passe

le développement de cette dernière.

L'autonomie populaire, c'est la capacité toujours plus affirmée et confirmée des masses à s'auto-organiser, à s'auto-défendre contre les iniquités produites par le capitalisme, à autogérer leurs luttes (et donc quelque part leur propre futur), à s'auto-représenter et à promouvoir un projet révolutionnaire.

Elle seule peut permettre la libération de la formidable puissance sociale qui réside potentiellement dans les masses exploitées. C'est dans l'autonomie populaire que réside la clé d'une révolution sociale authentique, constructive et libératrice, et il n'y a que dans et par la lutte sociale, la résistance quotidienne et multiforme au capitalisme que l'autonomie populaire pourra se construire et qu'elle en arrivera un jour, souhaitons-le, à se nourrir de sa propre nécessité.

Elle ne pourra être que le résultat d'un long processus social, fait de phases d'avancée et de phases de recul, l'important pour les masses étant alors leur capacité à capitaliser et à transmettre les connaissances théoriques et pratiques acquises par l'expérience.

Quoiqu'il en soit, c'est à son propre perfectionnement et renforcement en tant qu'outil social ainsi qu'à ce processus d'autonomisation des masses que doit travailler l'organisation. Elle se doit de contribuer à l'apparition et au développement de ce processus et, également, de tenter de l'orienter le plus clairement possible dans la voie de la révolution sociale, évidemment. Et cela, elle ne pourra le faire par la magouille, la manipulation et la récupération. Non, pour cela, elle devra convaincre et montrer l'exemple.

Notons, au passage, que le fait que l'organisation travaille à l'autonomisation des masses n'est pas du tout incompatible avec le fait qu'elle puisse atteindre elle-même, au bout d'un certain temps, un caractère massif. En effet, si durant les luttes l'organisation révolutionnaire se révèle être un outil efficace et utile aux masses, une partie de celles-ci viendront en toute logique la renforcer. Les masses nourriront l'organisation en même temps qu'elles se nourriront d'elle.

C'est à travers les comités de grève ou de lutte (dans les quartiers par exemple) auto-organisés et autogérés que prend forme l'autonomie populaire. Évidemment, cela n'exclut pas la participation des organisations syndicales à ces luttes mais cela empêche la prise de contrôle des mouvements par ces dernières. Le pouvoir, c'est dans ces A.G. de lutte qu'il sera, là où se retrouvent pêle-mêle syndiqués et non-syndiqués (chômeurs, étudiants et travailleurs pour ce qui est des comités de quartier), là où peut se réaliser la seule unité valable : l'unité dans la lutte directe contre l'État et le patronat. Étant bien entendu que pour nous «unité» ne veut pas dire «uniformité dans le discours et la pratique».

Des comités de lutte ou de grève aux conseils ouvriers :

Les comités de lutte ou de grève sont à la fois un lieu d'auto-éducation et un moyen de défense face à l'exploitation capitaliste.

Mais en cas de situation révolutionnaire, les tâches de ces comités seront amenées à changer. D'instrument de lutte, ces comités en viendront peut-être -si la situation le permet- à se muer en conseils ouvriers, c'est à dire en instruments de réorganisation sociale amenés, en tant que tels, à se positionner et à agir concrètement par rapport aux problèmes de remise en route de l'économie sur des bases communistes, de l'organisation de la vie démocratique dans la cité, de la défense armée de la révolution, etc.

Cette transformation des comités de lutte en conseils ouvriers est, somme toute, logique. L'autonomie populaire se développe et se renforce dans les comités de lutte ou de grève puis, lorsque le rapport de force le permet, les masses tentent la révolution mais elles la tentent justement à partir de leurs instruments de lutte : les comités de lutte ou de grève ! ! Confrontés à de nouvelles tâches (l'organisation de l'autogestion), ils changent nécessairement de nature afin de s'adapter et de répondre aux urgences de la situation vécue.

Les conseils ouvriers peuvent être considérés comme l'expression organique de l'autonomie populaire, les instruments de l'émancipation des masses et de la transformation de la société. Les conseils ouvriers constituent fondamentalement l'auto-représentation vivante et évolutive des masses.

L'organisation révolutionnaire se doit d'intervenir dans ces conseils de la même manière que dans les comités de lutte ou de grève. Elle n'a pas à assumer la direction de la lutte révolutionnaire. Elle se doit seulement d'être, au sein de cette lutte et des masses qui la mènent, une force de proposition, un aiguillon sur le plan théorique et surtout, en l'occurrence, sur le plan pratique.

Il s'agit pour nous d'indiquer la direction, pas de s'en emparer. Là encore, et plus que jamais en fait, il s'agira de convaincre... et de construire.

La révolution sociale ne pouvant être que le fait des masses et non celui d'une organisation, cela doit, à mon avis, impliquer l'abandon de l'idée que les syndicats peuvent constituer les fondements de la réorganisation sociale. Celle-ci ne pourra être que le résultat de l'activité révolutionnaire consciente, déterminée et autonome des masses : les conseils ouvriers (ou, si l'on préfère, les conseils de travailleurs) et les conseils de quartiers, de facs.

En effet, on peut raisonnablement penser qu'une situation révolutionnaire semblable à celle de 1936 en Espagne, où la CNT était dans une multitude d'endroits en position hégémonique, a peu de chances de se reproduire. L'Etat tapera avant. Bien sûr, on ne peut pas l'affirmer avec une totale certitude. Quoiqu'il en soit, que la révolution sociale libertaire se fasse par le biais des conseils de travailleurs ou par le biais d'une organisation spécifique de masse, **l'important est qu'elle se fasse.**

Un militant anarcho-syndicaliste, 2001

CONTRE LA BUREAUCRATIE

Si l'on demandait : "qui est pour la bureaucratie ?", il est fort probable que personne ne lèverait le doigt. La bureaucratie est en effet un système de gestion qui n'a pratiquement aucun partisan ouvertement déclaré mais qui frappe pourtant l'ensemble de la planète et depuis fort longtemps.

C'est ainsi que l'Égypte pharaonique (1) ou l'URSS ont développé, malgré des variantes idéologiques importantes, des bureaucraties particulièrement puissantes, avec dans tous les cas, les résultats catastrophiques que l'on sait. Les événements actuels dans ce dernier pays (2) peuvent d'ailleurs s'interpréter dans une large mesure comme une saine réaction du corps social contre la bureaucratie (3).

Ces quelques considérations ne doivent pas nous faire oublier les bureaucraties des pays dans lesquels nous vivons. Pour être plus discrètes, elles n'en sont pas moins réelles.

A l'ouest, les États et leurs administrations, les partis politiques, les églises, les syndicats réformistes, les grosses entreprises (songer à ITT) ... constituent autant de systèmes bureaucratiques qui s'interpénètrent et s'épaulent plus qu'ils ne se combattent. Il en résulte un énorme gâchis, la paralysie de l'innovation sociale et l'écrasement des individus. Entrent dans ce cadre pour ne prendre qu'un nombre très limité d'exemples, la destruction méthodique de la forêt amazonienne, la pollution radioactive croissante et la famine chronique qui décime une partie de l'humanité, pendant qu'ici on s'acharne à détruire des stocks de vivres. Les moyens techniques de résoudre les problèmes existent, mais la bureaucratie capitaliste vouée au dieu argent laisse courir tranquillement le monde à sa perte.

De même, qui pourrait prétendre qu'en France, par exemple, les problèmes d'habitat (expulsion, banlieues ...) ou de la répartition du travail et des ressources trouvent des solutions rationnelles conformes à l'intérêt de tous ? Les bureaucrates ne s'en soucient pas car leur objectif prioritaire est d'accroître les privilèges des castes qu'ils représentent.

Sur un autre plan, force est de constater que de nombreuses organisations qui se voudraient révolutionnaires ont fini par constituer de redoutables bureau-

craties.

Dans ce cas, on assiste à la "fonctionnarisation" progressive des militants qui deviennent de simples rouages impersonnels. La centralisation augmente, le pouvoir se concentre au sommet de la pyramide. Chaque catégorie socio-professionnelle s'isole des autres. La pression du groupe sur l'individu écrase son pouvoir de décision autonome. Des camarillas se créent et exercent des pouvoirs parallèles (4)... l'organisation révolutionnaire a finalement sécrété sa bureaucratie.

L'histoire est pleine de ces évolutions.

C'est pourquoi tout militant sincère doit se poser la question : «mon organisation, la CNT, peut-elle subir la même dérive ? »

La réponse est évidemment «OUI». La CNT est une organisation et, comme telle, elle offre bien des avantages. Mais il faut savoir se prémunir contre ses défauts éventuels. Il serait puéril et vain de vouloir les conjurer en décrétant qu'il n'y a qu'à ... ne pas s'organiser. cela fait belle lurette que la bourgeoisie fait ses choux gras de cette philosophie de pacotille. De même, les criaileries, les déclarations de principe ou la langue de bois des discours servant à se rassurer («cela ne peut pas nous arriver !») ne sont d'aucun secours.

Pour lutter contre la bureaucratie, il faut d'abord porter une attention soutenue à notre propre fonctionnement : aux structures, aux rouages de l'organisation, aux conséquences qui en découlent.

Cette question n'avait pas échappée à nos aînés ; les statuts de la CNT qu'ils ont rédigés établissent un équilibre efficace entre les structures (Syndicats/ Union régionales/Bureau confédéral), ce qui limite toute stratégie de «prise de pouvoir». Le rôle prépondérant des régions, qui sont l'expression même de la CNT (fédéralisme), le mode de scrutin (une structure = une voix), le rôle purement technique imparti aux fédérations sont autant d'obstacles à la bureaucratisation. Pour la petite histoire, rappelons que la CGT a progressivement abandonné nos principes pour pratiquer l'inverse (vote proportionnel, prévalence des fédérations, apparition des UD, centralisation ...) lors de sa stalinisation.

Pour en revenir à la CNT, on constate que l'esprit des statuts situe notre orga-

nisation dans une logique qui, étant celle du respect mutuel et du développement équilibré, porte en elle le débat, l'effort de synthèse. Tout l'inverse de ce que l'on voit à la CGT, à la CFDT ou à FO (sans parler des partis politiques) où tout se résume à la prise du pouvoir d'une «tendance», d'un «courant» ou d'une «sensibilité» sur l'ensemble.

Mais la CNT ne vit pas dans une tour d'ivoire. elle se développe au contraire dans une société, nous l'avons dit, fortement bureaucratisée. La bureaucratie est en quelque sorte le modèle culturel dominant dans lequel nous vivons. De ce fait, elle cherche à «contaminer», à absorber tout ce qui s'oppose à elle. La CNT est dans ce cas.

Une façon d'absorber les syndicats, de les vider de toute substance révolutionnaire a été longuement pratiquée par le capitalisme : c'est la participation, la cogestion et autres formes de collaboration de classe. On «invite» les syndicats à participer à la gestion des comités d'entreprise, des cantines, des colonies de vacances ou de diverses bonnes oeuvres patronales, on leur donne une parcelle de pouvoir, on les «arrose» d'une façon ou d'une autre (décharges syndicales ...) et on les attache à la bureaucratie capitaliste tant et si bien qu'ils finissent par en devenir un rouage qui assure la régulation dans certaines crises.

Refuser cette logique de collaboration, c'est bien entendu le B-A-BA du syndicalisme révolutionnaire, et les militants de la CNT sauront rester fermes sur ce point.

Mais, il est un autre danger, certainement plus insidieux car il part d'une bonne intention : pour être efficaces, il faut être organisés. C'est pourquoi certains pourraient penser que, plus on s'organise, c'est-à-dire en fin de compte, plus on multiplie les rouages, plus on devient efficace. Or, rien n'est plus faux.

En agissant de la sorte, on finit au contraire par se paralyser. La caricature en est fournie par certaines administrations qui multiplient les procédures et les circuits paperassiers. Un humoriste disait à ce sujet que 50 fonctionnaires peuvent passer plus d'une année à s'écrire les uns les autres, en cercle fermé, pour revenir au point de départ sans avoir fait avancer la solution d'un pas.

Toute organisation, toute structure consomme de l'énergie ; ce qu'il faut éva-

luer dans notre cas, c'est ce que la ménagère appelle le rapport qualité/prix, le rapport entre l'énergie consacrée par les militants aux tâches d'organisation et les résultats, le «plus» (et souvent le «moins») apporté par la structure supplémentaire.

Il ne s'agit pas de construire une organisation parfaite, comme on peut s'amuser à le faire sur le papier, selon un plan préétabli qui enfile les structures, les échelons, les rouages (section syndicale, multiples syndicats, unions locales, départementales, régionales, inter-régionales, fédérations, secteurs, confédération ...) comme d'autres enfilent les perles.

Il s'agit de partir de la réalité (en particulier militante) de la CNT d'aujourd'hui pour renforcer ce qui existe déjà au lieu de le balkaniser (en ce sens qu'un syndicat intercorporatif actif et dynamique, assurant une présence militante dans une ville est certainement préférable à trois syndicats de branche pépères) tout en conservant au schéma organisationnel sa cohérence, sa simplicité, pour que les décisions continuent à se prendre à la base et ne se perdent pas dans un labyrinthe d'instances inutiles.

Il ne faut pas oublier en effet que la CNT n'est qu'un MOYEN pour atteindre un objectif (la révolution libertaire, il n'est jamais mauvais de le rappeler). Une des tâches importantes des militants est de veiller à ce que ce MOYEN ne devienne pas une FIN EN SOI.

L'effondrement du marxisme, la crise du capitalisme (la France va vers ses trois millions de chômeurs) offrent à la CNT une chance historique de développement. Ce n'est pas en nous réfugiant dans une copie des organisations syndicales dégénérées que nous la saisissons. C'est au contraire en donnant tout son sens au message anarcho-syndicaliste, en le traduisant en actes, y compris et surtout dans notre propre organisation.

Xavier FROLAN

-
- (1) "La bureaucratie céleste", Etienne BALAZS.
 - (2) Texte datant de la fin des années quatre-vingt.
 - (3) Voir par exemple l'analyse de l'anthropologue T. HALL, dans "Au-delà de la culture".
 - (4) On aura reconnu dans cette rapide description quelques éléments empruntés à Max Weber.

LUTTES AUTONOMES

Ce texte évoque 4 luttes qu'on peut considérer comme autonomes, car :

- elles se déroulèrent hors du cadre parlementaire.
- elles échappèrent également au contrôle des syndicats réformistes.
- elles reposèrent sur la démocratie directe et l'action directe.
- elles débordèrent tout naturellement le cadre de la légalité bourgeoise et cela parce qu'elles furent déterminées et massives.
- elles furent unifiantes regroupant travailleurs, chômeurs, étudiants, femmes aux foyers...
- elles fusionnèrent contestation politique et lutte sociale.

Ce furent les masses qui les firent vivre et elles en gardèrent le contrôle, traçant leur propre voie, soucieuses de leur autonomie d'action et de leur autonomie politique.

Pour en revenir aux syndicats, précisons :

- qu'en Italie, les syndicats soutinrent la lutte même si ce fut de manière modérée. Le mouvement des autoréductions a démarré à Turin en 1974 dans les usines FIAT. Depuis 1968, des luttes très dures s'y déroulaient. La radicalité pratique et politique exprimée par les ouvriers était très élevée et massive. Les syndicats étaient obligés d'en tenir compte et de suivre cette évolution, entre autre sous la pression de leur propre base, elle aussi radicalisée. Ils choisirent, suivant une expression assez juste, de «chevaucher le tigre». S'ils ne l'avaient pas fait, nul doute qu'ils auraient été bouffés.

- qu'en Pologne, les syndicats naquirent de la lutte pour la poursuivre à plus long terme. Ils furent alors, à un moment donné, un outil dont se servit la population pour développer un contre-pouvoir.

- qu'en Espagne, les syndicats réformistes furent obligés de soutenir la lutte mais firent tout leur possible pour l'étouffer en douceur (peine per-

due) parce qu'elle les débordait largement. La CNT, elle, se retrouva comme un poisson dans l'eau.

- qu'en Grande-Bretagne, les syndicats soutinrent la lutte... en paroles. Les expressions pratiques, concrètes de soutien syndical furent somme toute relativement peu nombreuses. Elles se situent au niveau de la ville et de la section syndicale. Les tentatives de récupération des trotskos et des léninistes furent, quant a elles, le plus souvent éventées et contrées. La lutte échappait en fait aux partis et aux syndicats, elle était la propriété de la base organisée en comités de quartier et aussi parfois d'entreprise.

A travers le bref récit de ces 4 mouvements de lutte relativement récents, il s'agit de replacer la problématique exposée dans le texte principal de cette brochure dans le domaine de la lutte sociale réelle, dans le domaine de la pratique.

Ces mouvements se sont développés dans des pays au contexte économique, politique, social, historique... différents mais ils sont intéressants dans le fait que, au delà des différences de lieu et de contexte, il y a entre eux des similitudes de fond. Il ne s'agit pas de chercher illusoirement à reproduire des situations datées. Il s'agit bien plutôt de chercher à déceler dans ces mouvements le type de pratique et de fonctionnement qui a fait leur force et leur efficacité et de voir comment il est éventuellement possible de les mettre en oeuvre dans les conditions actuelles. Il faut aussi réfléchir au type d'organisation révolutionnaire et aux types de pratiques organisationnelles susceptibles de donner à ce type de mouvement continuité, élargissement et perspectives à plus long terme.

1) La lutte contre la hausse de l'électricité : Italie 1974.

Durant l'été 1974, le gouvernement italien décide d'une hausse importante du tarif de l'électricité. La population ouvrière qui a depuis de nombreuses années mené de nombreuses luttes dans les usines et, par ce biais, renforcé son unité, constitué un véritable contre-pouvoir dans de grosses boîtes, amélioré ses conditions de travail et obtenu des hausses de salaires, n'entend pas se laisser faire. La hausse du tarif de l'électricité est perçue par elle comme une manœuvre de l'État pour l'empêcher de profiter

des améliorations de conditions de vie qu'elle avait obtenues par l'action directe.

Partie des usines, la résistance s'organise. Des "comités prolétariens pour l'autoréduction" se créent à Turin au sein des grandes entreprises et des quartiers populaires, bientôt suivis par des initiatives semblables dans bon nombre d'autres grandes villes d'Italie.

Face à l'augmentation de l'électricité, ces comités impulsèrent une campagne d'auto-réduction des factures, celles-ci étant payées à l'ENEL (l'équivalent italien de notre EDF) mais sur la base des anciens tarifs. Les factures auto-réduites étaient collectées par les comités dans les quartiers ou les usines, tamponnées par eux et envoyées en paquets à l'ENEL.

Le bilan de cette campagne fut appréciable : 150.000 factures auto-réduites à Turin, 50.000 à Naples, 20.000 à Venise et des milliers dans toutes les autres grandes villes.

Cette lutte inquiéta le gouvernement et la bourgeoisie par son caractère massif et illégal. Le gouvernement chercha rapidement à négocier avec les syndicats réformistes. Il s'ensuivit que la hausse de 50% du tarif de l'électricité fut ramenée à 30%.

Demi-victoire donc, mais néanmoins significative du fait que l'État italien était alors confronté à un prolétariat (au sens large du terme) aguerri, déterminé et difficilement gouvernable. Le mouvement des auto-réductions s'étendit par la suite avec plus ou moins de succès aux hausses de loyers, du téléphone, du tarif des transports en commun...

2) Le mouvement de grève d'août 1980 en Pologne.

La Pologne connut durant l'été 1980 un mouvement de grève générale.

Déjà en 1956 à Poznan des grèves et des manifestations ouvrières avaient dégénéré et une insurrection avait eu lieu. Elle était le résultat des innombrables problèmes de ravitaillement, tant sur le plan alimen-

taire que sur le plan des matières premières. La répression avait été terrible.

Puis, en 1968, il y avait eu le mouvement étudiant contre la mainmise de l'État sur l'enseignement. Il fut réprimé sans ménagement.

En 1970, la population ouvrière reprenait le flambeau de la contestation sociale surtout sur la côte baltique (conurbation de Gdansk, Gdynia et Sopot mais aussi Elbag et Szczecin). Des mouvements de grève et des manifestations eurent lieu suite à une hausse des prix des produits alimentaires de base. La situation dégénéra en émeutes acharnées après que la milice eut ouvert le feu sur la foule et fit environ 500 morts.

En 1976, ça repartait, toujours suite à une hausse des prix. Grèves et manifestations à l'intérieur des chantiers navals à Gdansk, émeutes sanglantes à Radom, Ursus, Plock...

Début 1980, la situation est de nouveau limite. Le 1er juillet, le pouvoir annonce une nouvelle hausse des prix.

Immédiatement, des grèves ont lieu dans de nombreuses usines du pays. Au début, les revendications sont strictement matérielles. Une nouvelle vague de grèves déferle à partir du 8 juillet. La plupart des centres industriels sont alors touchés. Les directions des entreprises louvoient ou cèdent rapidement. Le gouvernement annule certaines hausses.

A partir du 14 Juillet, 3ème vague de grèves. Les transports et les services commencent à être touchés. Des comités de grèves sont élus. Le pouvoir négocie des hausses de salaires au cas par cas. La situation se calme quelque temps. Les groupes d'opposition et de résistance sociale (KOR, cercles intellectuels...) font circuler infos et analyses.

Le 14 août, la grève démarre aux chantiers navals de Gdansk. Bientôt, l'ensemble du secteur naval de la région (60.000 personnes) est en grève. Les autorités coupent les communications avec le reste du pays comme en 1970. Le 16, la direction des chantiers naval accorde une hausse de salaire mais, par solidarité avec les autres entreprises en grèves, la lutte

continue.

Le 16 août, les délégués des entreprises du littoral baltique en grève se réunissent et forment un comité de grève inter-entreprises. 22 entreprises le composent. Le 18, il regroupe 156 usines. Le 19, 253. Le 23 août, 388 entreprises du littoral l'ont rejoint.

Une présidence de 19 personnes est élue. Chaque entreprise envoie des délégués aux chantiers navals. Ceux-ci sont élus librement, mandatés par les A.G. et ils doivent les informer de l'évolution des événements. Dans beaucoup d'entreprises, la radio interne permet la retransmission en direct des négociations avec la direction. Les travailleurs peuvent alors exprimer immédiatement leurs sentiments sur ce qui est dit par la direction.

La très grande majorité des entreprises en grève est également occupée. Elles sont le lieu de la contestation, la population ayant eu la sagesse de ne pas manifester dans les rues : le pouvoir le tolérerait difficilement et la répression ne manquerait pas d'être très brutale.

Une liste de 21 revendications est mise au point (syndicats libres, droit de grève, liberté de la presse et liberté d'expression, libération des gens arrêtés, réintégration des personnes licenciées pour leur participation aux grèves de 1970 et 1976, hausse du salaire de base, échelle mobile, abolition des privilèges de la bureaucratie, retraite à 55 ans pour les hommes, retraite à 50 ans pour les femmes...)

Dans le reste du pays, beaucoup d'entreprises sont prêtes à la grève totale si les négociations n'aboutissent pas. Le 31 août, le gouvernement, après bien des louvoisements, fait des concessions importantes : création d'un syndicat libre, liberté d'expression et de la presse, libération des personnes arrêtées... Le mouvement initial prend alors fin.

A la mi-septembre, "Solidarnosc" sera officiellement créé et regroupera bientôt 10 millions de personnes. De septembre 80 à décembre 81, date de l'instauration de l'état de guerre, les négociations sur les autres points de la liste de revendications se poursuivent, non sans mal, le pouvoir ne

faisant des concessions que sous la pression populaire (manif, occupations...) et les menaces de grève générale.

Durant cette période tendue, des formes de contrôle ouvrier se développent dans certaines entreprises, les grèves partielles se multiplient face à la mauvaise volonté du pouvoir. Un contre-pouvoir et une contre-société, articulés autour de "Solidarnosc" se renforce.

C'est l'armée et la police qui, au final, "normaliseront" une situation devenue totalement ingérable pour le gouvernement.

3) La lutte des chantiers navals de Puerto-Real.

Dans le secteur des chantiers navals, un premier plan de restructuration avait eu lieu en 1983. Sur les 17.000 travailleurs virés qui devaient retrouver un emploi grâce à des mesures d'accompagnement, seuls 3.000 retravaillaient effectivement 3 ans après.

A la fin de l'année 1986, il fut question d'un nouveau plan de restructuration, de nouvelles vagues de suppressions d'emplois et de fermetures de sites, dont celui de Puerto-Real.

Le comité d'entreprise y appela alors les syndicats (UGT socialiste, CCOO communiste, CAT autonome et la section syndicale CNT) à mobiliser les travailleurs de l'entreprise –travail que la CNT avait commencé dès l'annonce de ce nouveau plan de restructuration.

Alors que les syndicats réformistes se contentaient d'une critique superficielle de la politique gouvernementale, la CNT, elle, expliquait que la crise était le résultat du capitalisme et que c'était aux capitalistes de trouver des solutions, les travailleurs devant, à son avis, axer uniquement leurs efforts sur la défense de leurs postes de travail, de leurs conditions de vie et le développement d'une alternative sociale globale. Elle insista également beaucoup dans les AG sur la nécessité de débattre clairement des modalités de la lutte et de pratiquer la démocratie directe et l'action directe.

Le 8 janvier 1987, la lutte commençait et allait durer près de 7 mois. Réunis en AG dans le chantier, les travailleurs, sur proposition de la CNT, partaient couper la route menant à Cadix. Premiers affrontements avec la police, il y en aura beaucoup d'autres.

Les blocages de routes, les manifs en ville, les concerts de casseroles, les sabotages de lignes téléphoniques, les affrontements au sein de l'entreprise et dans la rue vont en effet se succéder.

Mais la répression, pourtant très dure, s'avérera finalement complètement inefficace face à la détermination et la solidarité des gens.

Les femmes des travailleurs du chantier naval s'auto-organisent et viennent aux AG.

Le mardi, la lutte se déroule dans le chantier (AG et grève avec occupation, affrontements...). Le jeudi, les travailleurs, leurs familles et toutes celles et ceux qui soutiennent leur lutte descendent manifester en ville (meetings en pleine rue, défilés, barricades, émeutes...)

La situation devient rapidement «limite» et elle perdure. L'Etat essaie alors de discréditer le mouvement, de le présenter comme "terroriste", de monter les gens contre les travailleurs du chantier, d'amadouer ces derniers, de les diviser, et bien sur de les mater en envoyant toujours plus de renforts de police, en faisant charger de plus en plus brutalement les manifs.

Il y a de nombreux blessés des deux côtés ainsi que des arrestations qui donnent lieu à des meetings de protestation, des rassemblements devant les commissariats où sont détenues les personnes arrêtées ce qui aboutit à leur relâche. L' «ordre public» ne peut plus être maintenu à Puerto-Real.

La lutte déborde le cadre du chantier et se répercute dans les quartiers populaires où les grévistes trouvent du soutien.

Les décisions sont prises dans les AG et les syndicats réformistes sont

débordés. Leurs tentatives pour écarter la CNT du conflit restent vaines. Au travers de cette lutte, la CNT, elle, gagne la confiance des travailleurs et voit se développer sa crédibilité auprès d'eux.

Des contacts sont pris avec des travailleurs d'autres chantiers navals en vue de mener des actions du niveau national.

Peu à peu, à partir du mois de juin, l'État reconnaît que le chantier naval de Puerto-Real est viable. Le pouvoir commence à reculer. Des négociations sont entamées. Les syndicats réformistes arrivent par ce biais à calmer la lutte dans le chantier.

Mais elle continue dans la rue, où de début juin à début juillet, les femmes mènent la danse. Semaines après semaines, malgré les multiples violences policières, elles reviennent à la charge.

A partir du 9 juillet, les bonnes nouvelles arrivent. La France passe une commande de plusieurs bateaux auprès du chantier naval. D'autres commandes venant de compagnies privées arrivent peu après. Le projet de fermeture du site est enterré... grâce à la lutte qui est la seule réponse que les travailleurs doivent opposer à cette soi-disant crise que nous font subir capitalos et politicards.

4) La lutte contre la Poll Tax en Grande-Bretagne.

La Poll Tax est instituée à partir d'avril 1989 en Écosse (région test où risquaient le plus de se manifester d'éventuelles résistances) et étendue au reste de la Grande-Bretagne (Angleterre et Pays de Galles) à partir d'avril 1990.

La Poll Tax est un impôt local sur le logement. L'ancien système calculait l'importance de la taxe par rapport à la valeur du logement occupé. La Poll Tax, elle, revenait à faire payer l'impôt par toute personne de plus de 18 ans sans distinction de revenu et sans tenir compte de la valeur du logement.

Une famille ouvrière comportant 4 personnes de plus de 18 ans et vivant

dans un petit appartement était donc supposée payer 4 fois la taxe. Un bourgeois vivant dans une grande baraque ne devant, lui, la payer qu'une seule fois. Le caractère inégalitaire de la Poll Tax était donc évident.

De plus, le montant de la Poll Tax était librement défini pour chaque ville par leurs conseils municipaux respectifs. Donc, c'est dans les villes ouvrières dévastées par la "crise", c'est à dire là où les municipalités ont le plus besoin d'argent (pour les services sociaux...) que le montant de la Poll Tax était souvent le plus élevé. En effet, les municipalités à populations cossues, ayant moins de dépenses à effectuer, pouvaient se permettre de fixer un montant plus bas pour la Poll Tax.

La lutte :

Elle a été marquée par une grande diversité au niveau des moyens employés :

- refus de se faire recenser. Il n'existe pas de carte d'identité en Grande-Bretagne. Les municipalités ont donc été amenées à appeler les gens à se faire recenser pour pouvoir collecter l'impôt.

- refus total de payer ou alors retard très important dans les paiements.

- manifestations et marches diverses tournant parfois à l'émeute.

- occupations des mairies, interruptions des conseils municipaux lorsqu'ils devaient décider du montant de la Poll Tax. Là encore, de très nombreux affrontements avec la police.

- chasse musclée aux huissiers venus effectuer des saisies pour non paiement. Occupations de cabinets d'huissiers en représailles de tentatives de saisies.

- refus des travailleurs des bureaux de chômage de bloquer les dossiers des chômeurs n'ayant pas payé la Poll Tax.

- menaces de grève de la part des fonctionnaires au cas où certains d'entre eux seraient condamnés pour non paiement de l'impôt. De plus, dans certaines villes, ceux-ci se sont engagés à n'effectuer aucun travail en relation avec la Poll Tax ainsi qu'à ne pas communiquer aux municipalités des renseignements qui pourraient aider celles-ci à poursuivre les gens pour non paiement.

Le résultat de tout cela

En Écosse, après un an d'application de la Poll Tax, plus d'un million de gens n'étaient toujours pas recensés, avaient refusé de payer ou étaient en retard de paiement. Les fonctionnaires de la Poll Tax et les huissiers étaient ensevelis sous une montagne de contentieux à traiter.

Les comités de quartier, apparus souvent spontanément, se fédéraient et les comités écossais déjà aguerris, se jumelaient avec des comités anglais et gallois pour les faire profiter de leur expérience de lutte.

Londres connaissait le 31 mars 1990 (veille de l'entrée en vigueur de la Poll Tax pour l'Angleterre et le Pays de Galles) une énorme manif et un fol après-midi d'émeute. A noter à ce propos, l'importante solidarité avec les personnes emprisonnées pour leur participation à cette émeute (pétitions, rassemblements devant les prisons, collectes, présences aux procès...) et souvent victimes de lourdes condamnations.

Et au final, retrait de la Poll Tax et chute rapide de Thatcher.

Les caractéristiques de la lutte :

Elle a eu lieu à la fois dans les entreprises et les quartiers. Elle a été menée par la population, organisée dans des comités fonctionnant le plus souvent (mais malheureusement pas toujours) sur les principes de la démocratie directe et de l'action directe.

Elle a développé la solidarité et fait prendre conscience aux gens leur force collective. Elle a mêlé actions pacifiques et protestations violentes, luttes de classes et désobéissance civile. La Poll Tax a constitué la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Cette lutte a été la réponse de la population laborieuse britannique face à plus de dix ans de politique libérale et anti-sociale.

A PROPOS D'ANTON PANNEKOEK ET DU « COMMUNISME DES CONSEILS »

Difficile lorsque l'on parle d'auto-organisation des luttes sociales, d'autonomie populaire et de conseils de travailleurs de ne pas s'arrêter, ne serait-ce que succinctement, sur le travail théorique d'Anton Pannekoek.

D'abord, l'homme en lui-même est intéressant. Érudit, astronome renommé, il va suivre un parcours politique très critique. Au début du XXe siècle, il est membre de la social-démocratie hollandaise et a de nombreux contacts avec la social-démocratie allemande. Peu à peu, il va s'éloigner du "socialisme" réformiste et parlementaire.

Interpellé par les luttes qui se radicalisent et s'autonomisent surtout à partir de 1910, il voit dans l'action quotidienne et auto-organisée des masses le moyen d'aboutir à la transformation sociale. Déjà classé à gauche de la social-démocratie, il se radicalise donc et devient de plus en plus révolutionnaire.

Durant la 1ère guerre mondiale, il est de ceux, et ils furent trop rares, qui restèrent fermement attachés aux principes de l'internationalisme. La rupture avec la social-démocratie est alors consommée. C'est désormais avec les groupes radicaux que Pannekoek travaille.

L'année 1917 voit la révolution s'imposer en Russie. Pannekoek la soutient. En 1918, c'est l'Allemagne qui s'embrase. Défaites militaires, privations, grèves, manifestations de rue, mutineries, agitation endémique débouchent en fin d'année sur une situation insurrectionnelle et révolutionnaire. Les conseils d'ouvriers et de soldats se multiplient rapidement.

Encore inexpérimentés et surtout trop souvent dominés par la so-

cial-démocratie qui suit le mouvement pour mieux le juguler, le mouvement des conseils échoue même si, jusqu'en 1921, la situation reste très chaude.

Proche, au début, de la IIIème internationale, Pannekoek s'en éloigne bientôt. Le mépris des bolcheviks pour les masses, leur prétention à imposer leurs vues à toutes les sections de la IIIème internationale, leur défense du parlementarisme, le caractère bourgeois, bureaucratique et étatique de plus en plus marqué de la révolution russe, la conception léniniste de l'organisation... autant de choses qui amenèrent Pannekoek à rompre avec le bolchevisme et à rallier les courants dits "extrémistes" partisans du "communisme des conseils", c'est à dire d'un communisme :

- qui ne s'incarne pas dans l'État (et pour cause) mais dans les conseils ouvriers fédérés, expression de l'autonomie ouvrière.
- qui ne s'appuie pas sur un parti d'avant-garde centralisé et militarisé mais sur l'action auto-organisée des masses prolétaires.
- qui refuse parlementarisme, réformisme politique et syndical et tout type de délégation de pouvoir.

Tout cela présente bien des points communs avec notre communisme libertaire. Mais il y a aussi des différences. Surtout, en fait, en ce qui concerne la question de l'organisation. Les communistes des conseils, et parmi eux Pannekoek, concevaient souvent l'organisation comme devant être un réseau coordonné d'information et de débat entre groupes de propagande. Ceci nous semble, surtout au vu de la situation actuelle, nettement insuffisant.

Mais, au delà de ces convergences et de ces quelques différences, ce qu'il y a également d'intéressant dans le communisme des conseils -et cela l'oeuvre de Pannekoek- le reflète bien, c'est une certaine optique, une certaine manière d'aborder et d'analyser les choses. Le problème de la transformation sociale y est en effet abordé sous l'angle de la lutte des classes *réelle*, dans le cadre des

conditions pratiques de la lutte, conditions imposées par la forme que prend le capitalisme à un moment et à un endroit donné. Il s'agit donc d'une pensée révolutionnaire évolutive et non doctrinaire - étant bien entendu que ce caractère évolutif n'est en aucun cas de l'opportunisme. Fondamentalement, cela signifie qu'un mouvement qui se veut révolutionnaire ne le sera vraiment que s'il est capable de promouvoir des formes d'organisation et de luttes adaptées à la situation sociale face à laquelle il se trouve. Cela passe, entre autres, par une critique serrée des formes de luttes et d'organisation passées.

«Évident» diront certains. Faut voir. Force est de constater que cela n'a rien d'évident lorsqu'on voit dans quelles compromissions et capitulations, dans quelle inefficacité pratique, dans quelle bouillie idéologique, dans quel infantilisme baigne la quasi-totalité des organisations dites révolutionnaires, fussent-elles «anarchistes».

On ne s'étonnera donc pas de ne pas trouver dans la pensée de Pannekoek, et en particulier dans son ouvrage majeur "**Les conseils ouvriers**", de recettes miracles et de vérités absolues. En fait, dans ce livre, écrit de 1942 à 1947, Pannekoek s'est attaché à tirer les enseignements d'une période de lutte alors déjà terminée (celle qui couvre «l'entre deux guerres» en Europe) et à dégager les traits et principes fondamentaux qui caractérisent l'auto-organisation des masses et l'autonomie populaire. C'est ce dernier point qui fait qu'il garde toute son actualité.

En résumé, c'est avec profit que l'on lira le livre de ce marxiste hétérodoxe que fut Anton Pannekoek, un ouvrage qui incite à la réflexion sur la question de l'autonomie populaire, ce qui ne peut, à notre avis, qu'enrichir l'anarcho-syndicalisme. Tâche ardue mais nécessaire si nous voulons avoir un jour les moyens de nos désirs.

**Pour recevoir un exemplaire de notre Combat Syndicaliste,
envoyez vos coordonnées à**

CNT-AIT
7 rue Saint Remesy
31000 Toulouse
Tel/fax : 05 61 52 86 48

<http://cnt-ait-toulouse.fr>

ANARCHOSYNDICALISME ET AUTONOMIE POPULAIRE

Suivi de :

- **CONTRE LA BUREAUCRATIE**
 - **LUTTES AUTONOMES**
 - **A PROPOS D'ANTON PANNEKOEK ET DU
« COMMUNISME DES CONSEILS »**
-
-

A L'OPPOSÉ DES TROIS VOIES QUI ONT MONTRÉS LEUR NUISIBILITÉ TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE (LE PARLEMENTARISME, LE SYNDICALISME RÉFORMISTE ET L'AVANT-GARDISME LÉNINISTE) , L'ANARCHOSYNDICALISME S'APPUIE ET ŒUVRE À L'AUTONOMISATION DES MASSES.

CE TEXTE RÉCENT MONTRE COMBIEN CETTE SPÉCIFICITÉ RÉVOLUTIONNAIRE DE L'ANARCHOSYNDICALISME EST ENCORE TOUT À FAIT D'ACTUALITÉ DE NOS JOURS, EN ÉVITANT D'UN CÔTÉ L'ÉCUEIL DIRIGISTE, ET DE L'AUTRE L'ÉCUEIL DE LA THÉORIE PURE.

CAR COMME LE CONCLUT L'AUTEUR, « QUE LA RÉVOLUTION LIBERTAIRE SE FASSE PAR LE BIAIS DES CONSEILS DE TRAVAILLEURS OU PAR LE BIAIS D'UNE ORGANISATION SPÉCIFIQUE DE MASSE, L'IMPORTANT EST QU'ELLE SE FASSE ».



CNT-AIT
